



Stellantis annonce des facturations consolidées estimées à 1,6 million d'unités pour le deuxième trimestre 2026, soit une hausse de 10 % en glissement annuel

- **Les facturations en Amérique du Nord ont augmenté de 38 %, portées par les lancements de nouveaux véhicules ; l'Europe élargie enregistre également une croissance**

AMSTERDAM, le 13 juillet 2026 – Stellantis N.V. publie aujourd'hui ses estimations de facturations consolidées du deuxième trimestre 2026. Le terme « facturations » désigne le volume de véhicules livrés aux concessionnaires, aux distributeurs ou directement par l'entreprise à des clients particuliers et professionnels, ce qui généralement permet de comptabiliser le chiffre d'affaires.

Les facturations consolidées pour le trimestre clos le 30 juin 2026 ont été estimées à 1,6 million d'unités, en hausse de 10 % en glissement annuel. La croissance a été principalement portée par l'Amérique du Nord et l'Europe élargie, et partiellement compensée par des volumes plus faibles au Moyen-Orient et en Afrique, en raison du conflit régional, et en Amérique du Sud, où un marché argentin plus faible a pesé sur la performance.

units/000	Consolidated Shipments ⁽¹⁾			
	Q2 2026	Q2 2025	Unit change	% Change
Stellantis	1,597	1,447	150	10%
North America	445	323	122	38%
Enlarged Europe	762	723	39	5%
Middle East & Africa	121	125	(4)	(3%)
South America	253	260	(7)	(3%)
Asia Pacific	16	16	0	0%

- En Amérique du Nord, les facturations du deuxième trimestre ont augmenté d'environ 122 000 unités, soit une augmentation de 38 % en glissement annuel. L'essentiel de la hausse des facturations a été porté par les nouveaux produits ou les produits restylés ainsi que par les nouvelles offres de motorisations, notamment le Ram 1500 HEMI® V8, le nouveau Ram 1500 TRX SRT, les Jeep® Grand Wagoneer et Grand Cherokee restylés et la Chrysler Pacifica restylée. Cette évolution reflète également la montée en puissance de la toute nouvelle Jeep® Cherokee et de la toute nouvelle Dodge Charger 2 portes et 4 portes SIXPACK, ainsi que les préparatifs en vue des arrêts de production estivaux programmés.
- En Europe élargie, les facturations du deuxième trimestre ont augmenté d'environ 39 000 unités, en hausse de 5 % en glissement annuel, soutenues par un marché en hausse. La croissance provient à la fois des véhicules de marque Stellantis et Leapmotor, les facturations des modèles 100 % électriques étant le principal moteur. Pour les marques Stellantis, la croissance des volumes a été tirée par les lancements récents. La forte demande pour les modèles de la plateforme Smart Car, dont Citroën C3 et C3 Aircross, Opel/Vauxhall Frontera et Fiat Grande Panda, a contribué pour 41 000 unités supplémentaires, soit 51 % en glissement annuel. Dans le segment C, la nouvelle Jeep® Compass a également contribué positivement, avec huit mille unités supplémentaires. Ces gains ont été partiellement compensés par une baisse d'environ 28 000 unités des B-SUV plus anciens dont Jeep Avenger, Fiat 600, Opel Mokka et Peugeot 2008. Pour les véhicules de marque Leapmotor, les facturations ont augmenté de 25 000 unités pour atteindre environ 33 000 unités, portée par une forte demande pour la T03 et le B10.
- Au Moyen-Orient et en Afrique, les facturations ont diminué d'environ quatre mille unités, soit 3 % de baisse en glissement annuel, reflétant l'impact du conflit régional. La croissance dans la région a été portée par l'Algérie (en hausse d'environ huit mille unités) avec la poursuite de la montée en cadence de la Fiat Doblò, et, dans une moindre mesure, par des facturations plus élevées au Maroc grâce à un marché plus dynamique. Ces gains ont été plus que compensés par la Turquie dont les facturations sont en baisse d'environ huit mille unités en raison d'un marché en recul et par les facturations dans les pays du Golfe qui ont été réduites de moitié.
- En Amérique du Sud, les facturations ont diminué d'environ sept mille unités. La croissance au Brésil d'environ 21 000 unités, soutenue par des conditions de marché favorables, a

été plus que compensée par la baisse des facturations sur d'autres marchés, particulièrement en Argentine, où les facturations ont diminué d'environ 25 000 unités.

- Les facturations de la région Asie Pacifique sont restées stables en glissement annuel à 16 000 unités

REMARQUES

- (1) Les facturations consolidées ne comprennent que les facturations par les filiales consolidées de l'entreprise, qui représentent des véhicules neufs facturés à des tiers (concessionnaires/importateurs ou clients finaux). Les volumes de facturations consolidés pour le T2 2026 présentés ici ne sont pas audités et peuvent être ajustés.
- À compter du 1er janvier 2026, notre segment reporté relatif à Maserati a été supprimé et ses facturations sont désormais comptabilisées selon la même méthodologie que pour les autres marques, c'est-à-dire sur la base du marché de vente final. Les informations comparatives ont été retraitées pour refléter ce changement.
- Les facturations consolidées comprennent les facturations pour Leapmotor International, qui est une société établie conjointement, contrôlée par Stellantis, créée en 2024 et détenue à 51 % par Stellantis et à 49 % par Leapmotor, pour distribuer des véhicules de la marque Leapmotor en dehors de la Chine.

#

À propos de Stellantis

Stellantis (NYSE : STLA / Euronext Milan : STLAM / Euronext Paris : STLAP) est un constructeur automobile mondial de premier plan, dont la mission est d'offrir à ses clients la liberté de choisir leur mode de déplacement, d'adopter les technologies les plus récentes et de créer de la valeur pour toutes ses parties prenantes. Son portefeuille unique de marques emblématiques et innovantes comprend Abarth, Alfa Romeo, Chrysler, Citroën, Dodge, DS Automobiles, FIAT, Jeep®, Lancia, Maserati, Opel, Peugeot, Ram, Vauxhall, Free2move et Leasys. Pour en savoir plus, www.stellantis.com



@Stellantis



Stellantis



Stellantis



Stellantis

Safe Harbor Statement

This document, in particular references to “FY 2026 Financial Guidance”, contains forward looking statements. In particular, statements regarding future financial performance and the Company’s expectations as to the achievement of certain targeted metrics, including revenues, industrial free cash flows, vehicle shipments, capital investments, research and development costs and other expenses at any future date or for any future period are forward-looking statements. These statements may include terms such as “may”, “will”, “expect”, “could”, “should”, “intend”, “estimate”, “anticipate”, “believe”, “remain”, “on track”, “design”, “target”, “objective”, “goal”, “forecast”, “projection”, “outlook”, “prospects”, “plan”, or similar terms. Forward-looking statements are not guarantees of future performance. Rather, they are based on the Company’s current state of knowledge, future expectations and projections about future events and are by their nature, subject to inherent risks and uncertainties. They relate to events and depend on circumstances that may or may not occur or exist in the future and, as such, undue reliance should not be placed on them.

Actual results may differ materially from those expressed in forward-looking statements as a result of a variety of factors, including: the Company’s ability to maintain vehicle shipment volumes; changes in the global financial markets, general economic environment and changes in demand for automotive products, which is subject to cyclicalities; changes in trade policy, the imposition of global and regional tariffs targeted to the automotive industry; the Company’s ability to accurately predict the market demand for electrified vehicles; the Company’s ability to offer innovative, attractive products; a significant malfunction, disruption or security breach compromising information technology systems or the electronic control systems contained in the Company’s vehicles; the Company’s ability to attract and retain experienced management and employees; exchange rate fluctuations, interest rate changes, credit risk and other market risks; increases in costs, disruptions of supply or shortages of raw materials, parts, components and systems used in the Company’s vehicles; changes in local economic and political conditions; the enactment of tax reforms or other changes in tax laws and regulations; the level of governmental economic incentives available to support the adoption of battery electric vehicles; the impact of increasingly stringent regulations regarding fuel efficiency and greenhouse gas and tailpipe emissions; various types of claims, lawsuits, governmental investigations and other contingencies, including product liability and warranty claims and environmental claims, investigations and lawsuits; material operating expenditures in relation to compliance with environmental, health and safety regulations; the level of competition in the automotive industry, which may increase due to consolidation and new entrants; exposure to shortfalls in the funding of the Company’s defined benefit pension plans; the Company’s ability to provide or arrange for access to adequate financing for dealers and retail customers; risks related to the operations of financial services companies; the Company’s ability to access funding to execute its business plan; the Company’s ability to realize anticipated benefits from joint venture arrangements; disruptions arising from political, social and economic instability; risks associated with the Company’s relationships with employees, dealers and suppliers; the Company’s ability to maintain effective internal controls over financial reporting; developments in labor and industrial relations and developments in applicable labor laws; earthquakes or other disasters; and other risks and uncertainties.

Any forward-looking statements contained in this document speak only as of the date of this document and the Company disclaims any obligation to update or revise publicly forward looking statements. Further information concerning the Company and its businesses, including factors that could materially affect the Company’s financial results, is included in the Company’s reports and filings with the U.S. Securities and Exchange Commission and AFM.